

## Newsletter Seqlense Investment Brief - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

2 mars 2026



Cette semaine confirme une bascule stratégique : **la finance numérique n'est plus périphérique ; elle devient structurelle.**

Entre le durcissement européen sur les dérivés crypto, l'ouverture américaine sur la tokenisation de fonds monétaires, l'alignement progressif des stablecoins sur les standards bancaires, et les clarifications d'EMIR 3, le message est clair : les actifs numériques entrent dans le cœur du système financier régulé.

Parallèlement, la BCE ajuste la composition de ses réserves, poursuit la trajectoire de l'euro numérique et maintient une ligne de continuité institutionnelle. Ce n'est pas anodin : la monnaie, la supervision et l'infrastructure sont désormais pensées ensemble.

Côté industrie, la défense monte en puissance, l'IA accélère, les data centers se transforment en actifs stratégiques, et la compétition technologique se joue autant sur l'éthique que sur la capacité de calcul. Le partenariat NVIDIA–Meta et le bras de fer Anthropic–Pentagone illustrent une réalité nouvelle : **l'IA est devenue un enjeu géopolitique et réglementaire autant qu'économique.**

Enfin, la mobilité des grandes fortunes rappelle que le capital est agile. La souveraineté n'est plus qu'une question industrielle : elle devient fiscale, réglementaire et financière.

Pour les investisseurs, la grille de lecture évolue. La performance ne dépend plus seulement des cycles économiques. Elle dépend de la capacité des juridictions et des acteurs à structurer un environnement réglementaire stable, crédible et stratégiquement cohérent.

## Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible cette semaine tient à une convergence discrète mais profonde : **la normalisation accélérée des actifs numériques au sein de l'architecture financière traditionnelle.**

Ce n'est pas la réglementation MiCA en soi qui constitue le signal. Ce sont les signaux périphériques :

- l'ESMA qui applique les règles classiques aux dérivés crypto,
- la SEC qui ouvre le trading intrajournalier à un fonds monétaire tokenisé,
- la Bundesbank qui soutient les stablecoins euro-compatibles,
- l'ACPR qui précise l'articulation PSAN / établissement de paiement.

Autrement dit, la finance numérique cesse d'être un « segment alternatif » et devient une couche intégrée du système financier. Ce mouvement réduit l'incertitude juridique, mais accroît la densité réglementaire. La conséquence potentielle est donc **une concentration accrue autour des acteurs capables d'absorber les exigences prudentielles et de gouvernance.**

Le signal faible n'est donc pas d'ordre technologique. Il est structurel : **la conformité devient un filtre industriel.**

## L'essentiel de la semaine :

### *Focus sur les Crypto-actifs*

#### ✦ **Renforcement de la réglementation des dérivés crypto en Europe**

L'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) a mis en garde les acteurs du marché contre la commercialisation de produits dérivés liés aux crypto-actifs (notamment des « perpétuels » similaires aux contrats CFD) sans les soumettre aux règles strictes de protection des investisseurs, telles que les limites de levier, les avertissements de risque et les protections contre les soldes négatifs.

Cette action montre que l'autorité européenne ne se contente pas de MiCA mais cherche également à **harmoniser l'application des règles financières classiques aux nouveaux instruments crypto.**

#### *Impact pour les investisseurs*

Concernant l'impact attendu, les plateformes et émetteurs opérant en Europe devront revoir leurs catalogues de produits ou faire face à des sanctions, un point essentiel pour les investisseurs exposés à ces instruments.

#### ✦ **Tests de stablecoins au Royaume-Uni**

La **Financial Conduct Authority (FCA)** a sélectionné plusieurs entreprises, dont **Revolut**, pour tester des produits de stablecoins dans un *sandbox* réglementaire, malgré des licences encore incomplètes.

#### *Impact pour les investisseurs*

Ce dispositif pourrait ouvrir la voie à une adoption progressive des stablecoins réglementés en tant qu'instruments de paiement ou de règlement au Royaume-Uni, un marché stratégique hors de l'UE.

#### ✦ **Crypto.com obtient une approbation conditionnelle aux États-Unis**

Crypto.com a reçu l'approbation conditionnelle pour établir une « **national trust bank** » via l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), ce qui lui permettrait d'opérer en tant que dépositaire réglementé d'actifs numériques sous supervision fédérale américaine.

#### *Impact pour les investisseurs*

Le type de structure illustré par Crypto.com peut attirer davantage d'acteurs institutionnels vers les services crypto régulés aux États-Unis, facilitant l'intégration entre la finance traditionnelle et la crypto.

### ✦ Soutien de la Bundesbank aux stablecoins et au digital euro

La **Banque centrale allemande** a publiquement soutenu les stablecoins libellés en euros conformes à MiCA et le développement d'un **euro numérique** pour contrer la domination des stablecoins en dollars, marquant un tournant vers une stratégie européenne proactive.

#### *Impact pour les investisseurs*

Cette position institutionnelle renforce la légitimité des stablecoins régulés euro-compatibles et souligne l'importance des infrastructures monétaires européennes.

### ✦ États-Unis - Ouverture réglementaire concrète pour les actifs tokenisés

La **Securities and Exchange Commission (SEC)** américaine a accordé à **WisdomTree** une **dérogation spéciale permettant le trading intrajournalier de parts tokenisées d'un fonds monétaire** (Treasury Money Market Digital Fund), une première significative pour les **titres tokenisés**, qui vise à accroître **liquidité et accès pour les investisseurs** tout en maintenant les protections réglementaires.

Cela illustre la volonté croissante des régulateurs américains d'intégrer **les actifs numériques dans des structures financières traditionnelles** sous supervision, ce qui peut être un signal fort pour les stratégies d'adoption institutionnelle et de placement.

#### *Impact pour les investisseurs*

La tokenisation de fonds monétaires ouvre la voie à **une liquidité accrue et une intégration facilitée dans les stratégies de gestion de trésorerie et de collatéral** pour les investisseurs professionnels, tout en constituant un **signal fort de légitimation institutionnelle des RWA (Real World Assets)**.

Pour les investisseurs particuliers, elle peut signifier **un accès élargi à des produits auparavant plus institutionnels**, dans un cadre réglementaire plus protecteur que certains produits crypto non enregistrés.

Toutefois, la tokenisation ne fait pas disparaître les **risques de taux ni de liquidité**, notamment en période de tension de marché.

En résumé, la tokenisation s'intègre progressivement au cadre financier traditionnel, réduisant l'incertitude juridique mais impliquant un encadrement réglementaire renforcé.

## ✦ France - ACPR : attentes “établissement de paiement” pour les PSAN, avec précision de calendrier liée aux positions EBA/MiCA

L'ACPR précise ses attentes pour l'agrément en qualité d'établissement de paiement des prestataires offrant certains services, en mentionnant un report de date pour les PSAN en France au regard du régime transitoire MiCA.

### *Impact pour les investisseurs*

Pour les professionnels, le point clé réside dans les modèles “crypto + paiements” (EMT/stablecoins, services assimilables à des paiements), qui impliquent un risque de re-papering, avec la nécessité d'obtenir une nouvelle licence, d'ajustements de produits et de séquençement des agréments.

Pour les investisseurs particuliers, il est à surveiller in impact possible sur la disponibilité de fonctionnalités (cartes, virements, on/off-ramps) selon la structuration réglementaire du prestataire

## *Focus sur la Finance Traditionnelle et l'Industrie*

### ✦ Souveraineté: Grande migration des fortunes et défi stratégique pour la France

Cette semaine, l'édito de *Le revenu* paru le 26 février a retenu mon attention : “*La grande migration des fortunes : un défi pour la France*”. Il souligne que la **mobilité des grandes fortunes s'accélère à l'échelle mondiale**, profitant notamment à des destinations comme l'Australie ou les Émirats arabes unis. Cette dynamique met en lumière un **enjeu majeur pour l'attractivité économique et la souveraineté de la France** : retenir et ancrer durablement le capital sur le territoire national face à une concurrence internationale accrue pour les patrimoines les plus importants.

Cette « grande migration des fortunes » s'inscrit dans un contexte plus large où la mobilité fiscale et patrimoniale devient un facteur stratégique pour les pays souhaitant attirer ou conserver les capitaux des individus les plus aisés.

### *Impact pour les investisseurs*

Au sein des investisseurs particuliers, la mobilité accrue des grandes fortunes souligne l'importance de la **planification patrimoniale internationale**. Les évolutions fiscales, la stabilité réglementaire et la qualité de

l'environnement juridique deviennent des facteurs déterminants dans les choix d'investissement et de résidence.

Une anticipation accrue des changements fiscaux et réglementaires ainsi qu'une diversification géographique des actifs pour limiter les risques de concentration semblent des éléments à prendre désormais en compte et analyser tout en gardant en tête le potentiel risque de complexité juridique et de coûts liés à la mobilité internationale

La concurrence entre juridictions peut créer des opportunités, mais elle nécessite une stratégie structurée et encadrée.

Pour les investisseurs professionnels, la migration des capitaux influence directement les **flux d'investissement internationaux**, la domiciliation des fonds et l'attractivité des places financières.

Des opportunités dans les juridictions à forte attractivité fiscale et réglementaire sont à surveiller ainsi que les arbitrages stratégiques entre stabilité institutionnelle et optimisation fiscale. Il est cependant à surveiller le risque de volatilité des flux de capitaux en cas de changement de politique publique

Pour les gestionnaires d'actifs et acteurs financiers, l'enjeu devient double : anticiper les mouvements de capitaux et adapter les structures juridiques aux nouvelles dynamiques concurrentielles.

### **Christine Lagarde réaffirme son mandat et l'euro numérique**

La présidente de la **Banque centrale européenne (BCE)**, **Christine Lagarde**, a confirmé son intention de terminer son mandat jusqu'en **octobre 2027**, en mettant l'accent sur l'achèvement du projet d'**euro numérique** comme un élément clé de stabilité financière et monétaire.

#### *Impact pour les investisseurs*

La continuité à la BCE peut réduire l'incertitude politique autour des décisions monétaires et soutenir la feuille de route législative et opérationnelle de la CBDC (*Central Bank Digital Currency*) européenne.

### **Progrès du cadre réglementaire des CBDC et des paiements numériques**

De nouvelles règles européennes sont en cours d'adoption ou de mise à jour dans les domaines des **paiements numériques, de l'IA, du crédit et de la cybersécurité**, redéfinissant le paysage fintech et la concurrence.

### *Impact pour les investisseurs*

Ces développements pourraient avoir des implications profondes pour les systèmes de paiement, la liquidité interbancaire et la concurrence avec les réseaux de paiement privés mondiaux.

### ✦ **Évolution des réglementations fintech en 2026**

De nouvelles règles européennes sont en cours d'adoption ou de mise à jour dans les domaines des **paiements numériques, de l'IA, du crédit et de la cybersécurité**, redéfinissant le paysage fintech et la concurrence.

### *Impact pour les investisseurs*

Les entreprises financières numériques devront intégrer une **multiplicité d'exigences** réglementaires pour rester conformes et compétitives.

### ✦ **BCE : réduction de l'exposition au dollar dans ses réserves de change**

La **Banque centrale européenne (BCE)** a **allégé sa position en dollars américains** au début de 2025, entraînant une baisse de la part du billet vert dans les réserves de change de Francfort : elle est passée de **83 % à environ 78 % du total exprimé en euros**.

Une **partie des actifs libellés en dollars** a été vendue, et les **produits de la vente ont été réinvestis intégralement en yens japonais**. La BCE présente cette transaction comme un **rééquilibrage "standard" de portefeuille**, aligné sur ses objectifs de gestion des réserves de change. Cette évolution s'est produite dans un contexte de **dépréciation du dollar** et d'une politique économique américaine perçue comme incertaine, ce qui a incité certains détenteurs de réserves à réduire légèrement leur exposition au billet vert.

### *Impact attendu pour les investisseurs*

#### ✓ **Signal de diversification monétaire**

Même si le dollar reste la principale devise de réserve au niveau mondial, la BCE illustre une tendance plus large de **diversification des réserves internationales**, notamment vers des actifs libellés dans d'autres grandes devises (comme le yen). Cela s'inscrit dans un mouvement global de **dédollarisation progressive des réserves de change**.

### ✓ Implications géopolitiques et financières

Un moindre poids du dollar dans les réserves peut modérer l'impact des fluctuations de la monnaie américaine sur les bilans des banques centrales européennes, tout en soulignant les **répercussions des politiques monétaires et économiques extra-européennes** sur les stratégies de gestion de réserves.

### ✓ Lien avec la politique monétaire

Cette opération intervient dans un contexte où la BCE cherche à optimiser la **liquidité, la sécurité et les rendements** de ses réserves tout en maintenant ses mandats de stabilité des prix et de liquidités, ce qui est un élément à suivre pour l'évolution des marchés de taux et de change.

La réduction de l'exposition au dollar montre une **stratégie active de gestion des réserves** par la BCE, intégrant à la fois des considérations de valorisation, de diversification monétaire et de gestion des risques. Pour les investisseurs, cela renforce l'importance d'analyser les **effets des politiques monétaires internationales** non seulement sur les taux et l'inflation, mais aussi sur les **positions de change et leurs répercussions sur les marchés de capitaux**.

### ✦ Europe - ESMA: EMIR 3, clarification des seuils de compensation (clearing thresholds)

L'ESMA a publié un **Final Report** détaillant le nouveau régime de seuils de compensation sous EMIR 3. **Le projet de normes techniques réglementaires (RTS)** fixant les seuils de compensation (CT) nouveaux et révisés dans le cadre de l'EMIR 3. Les seuils proposés garantissent la continuité de la couverture du risque systémique sur les marchés des dérivés de gré à gré (OTC) tout en évitant une complexité inutile et des charges de conformité supplémentaires pour les acteurs du marché.

### *Impact pour les investisseurs*

Pour les investisseurs professionnels, ces nouveaux éléments peuvent influencer les coûts, la gestion du collatéral, et la stratégie de clearing des contreparties (donc potentiellement le pricing/efficience de certains dérivés).

Pour ce qui concerne les investisseurs particuliers, l'impact est indirect via la stabilité/robustesse du système de dérivés (risque systémique, résilience post-trade), plutôt que via un effet produit immédiat

## ✦ Budget militaire en hausse : la France face au défi du réarmement

Selon Franceinfo dans Le décryptage éco, la France connaît une forte augmentation de son budget de défense, qui a doublé en dix ans, et ses industriels accélèrent la production d'armes, de drones et d'équipements militaires pour répondre à une demande nationale et internationale croissante. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la Loi de programmation militaire 2024-2030, qui fixe une trajectoire d'investissements stratégiques sur plusieurs milliards d'euros pour moderniser les forces armées et renforcer l'autonomie stratégique du pays face à un contexte géopolitique incertain, notamment depuis la guerre en Ukraine.

### *Impact pour les investisseurs*

#### ✓ Marchés de l'industrie de défense :

Les **entreprises du secteur** (aéronautique, systèmes de défense, drones, électronique militaire) pourraient bénéficier d'une **hausse soutenue des commandes publiques** et d'un **effet de relance durable** sur plusieurs années.

#### ✓ Exportations et compétitivité :

Avec l'accélération des commandes, les grands acteurs français de l'armement renforcent leur position sur le marché international, ce qui peut soutenir les valorisations et les flux de trésorerie pour les investisseurs actionnaires.

#### ✓ Effets macroéconomiques :

L'augmentation des dépenses militaires peut avoir un **impact structurel sur l'économie**, notamment via des efforts de R&D et des chaînes d'approvisionnement locales, avec des retombées positives pour les sous-secteurs technologiques et industriels.

#### ✓ Risques budgétaires et financiers :

Le renforcement des dépenses publiques dans la défense peut s'accompagner d'une **pression accrue sur les finances publiques**, avec des implications potentielles sur les taux d'intérêt, les obligations d'État et l'allocation des ressources fiscales.

En résumé, le réarmement structurel renforce les segments industriels liés à la défense et crée des opportunités de croissance à long terme, mais il s'accompagne également de risques macro-financiers dont les investisseurs doivent tenir compte.

## *Focus sur l'Intelligence Artificielle*

### 🚩 **NVIDIA x Meta : alliance stratégique pour l'IA à grande échelle**

NVIDIA et **Meta Platforms** viennent d'annoncer un **partenariat pluriannuel et multigénérationnel** visant à construire et optimiser les **centres de données d'intelligence artificielle** de Meta. Le projet combine des **GPU haut de gamme (Blackwell, Rubin)**, des **CPU avancés (Grace, Vera)** et des solutions réseau pour répondre aux charges de travail massives d'entraînement et d'inférence IA à l'échelle mondiale.

#### **Les points clés du partenariat :**

- **Une infrastructure IA complète :** Meta va déployer des millions de puces NVIDIA dans ses centres dédiés à l'IA, couvrant GPU, CPU et technologies réseau Spectrum-X pour améliorer l'efficacité énergétique et les performances.
- **Une co-conception technologique :** L'accord inclut une intégration approfondie entre l'architecture matérielle de NVIDIA et les systèmes hyperscale de Meta, avec pour objectif d'accélérer les modèles d'IA de nouvelle génération.
- **Confidentialité et sécurité :** L'intégration de technologies comme le *Confidential Computing* permettrait de traiter des données sensibles en IA tout en protégeant la confidentialité des utilisateurs, notamment sur des applications comme WhatsApp.

#### *Impact pour les investisseurs*

- ✓ **Accélération de la demande de puces IA :** Ce partenariat confirme que la **pénurie structurelle de semi-conducteurs haut de gamme** pour l'IA ne se résorbera pas rapidement, favorisant la position dominante de NVIDIA dans ce segment.
- ✓ **Transition des centres de données :** L'évolution vers des architectures couplant CPU et GPU montre que les besoins de calcul IA dépassent les chaînes de traitement classiques, ce qui ouvre des opportunités pour des fournisseurs spécialisés et des technologies adjacentes (réseaux, sécurité, stockage).
- ✓ **Effets de marché immédiats :** L'annonce a eu un impact positif sur les marchés : les actions NVIDIA ont progressé significativement après l'annonce, reflétant l'enthousiasme des investisseurs pour les engagements à long terme dans l'IA.

***Perspective stratégique :***

Ce partenariat illustre que la bataille de l'IA se joue désormais sur l'**optimisation des infrastructures physiques, la collaboration industrielle et la capacité à concevoir des systèmes intégrés** capables de supporter les charges de travail ambitieuses d'apprentissage automatique et d'IA générative.

**✦ Anthropic vs Pentagone : éthique de l'IA et clash institutionnel**

L'entreprise américaine **Anthropic**, connue pour son modèle « Claude » et son engagement sur la **sécurité et l'éthique de l'IA**, est récemment entrée dans une confrontation ouverte avec le **Pentagone**. Celui-ci a exigé que l'entreprise abandonne certaines **garde-fous de sécurité**, notamment l'interdiction d'utiliser Claude pour la **surveillance de masse** ou les **armes autonomes sans intervention humaine** — sous peine de perdre un contrat militaire significatif (environ 200 M\$) et d'être déclarée « **risque pour la chaîne d'approvisionnement** » par le département de la Défense américain.

Dario Amodei, PDG d'Anthropic, a fermement **refusé de céder à ces demandes**, affirmant que certaines utilisations de l'IA vont au-delà des limites sûres de la technologie et pourraient saper les valeurs démocratiques, tout en se disant prêt à poursuivre le dialogue tant que les restrictions éthiques restent en place. Ce face-à-face illustre la **tension croissante entre gouvernements et concepteurs d'IA sur les modalités d'usage militaire** des technologies avancées, une question qui dépasse l'entreprise et pose un débat stratégique sur la direction de l'IA à l'échelle mondiale.

***Impact pour les investisseurs :***

- ✓ **Débats éthiques et régulation de l'IA** deviennent des variables de risque politique et juridique, susceptibles d'affecter les contrats publics et la dynamique d'adoption industrielle.
- ✓ **Conformité vs marché** : la résistance d'Anthropic montre que certaines règles éthiques peuvent être valorisées par une partie significative des marchés et des talents techniques, ce qui peut influencer la perception des investisseurs sur la durabilité de certains modèles d'IA.
- ✓ **Impact sur la concurrence** : l'issue de cette confrontation pourrait redistribuer des parts de marché entre acteurs liés aux usages militaires, civils et institutionnels de l'IA.

Ce cas souligne qu'au-delà de l'innovation technologique, l'**alignement des solutions d'IA avec les cadres éthiques et sécuritaires nationaux** devient un facteur clef du paysage réglementaire et des arbitrages d'investissement.

## ✦ Investissement - IA & biais cognitifs : amplification ou antidote ?

L'intelligence artificielle peut agir comme un **outil de réduction des biais comportementaux** en investissement. En intégrant de vastes volumes de données, y compris contradictoires, elle contribue à limiter le biais de confirmation et à objectiver les décisions grâce à des modèles quantitatifs. Pour les investisseurs professionnels, cela peut renforcer la robustesse des allocations en réduisant l'influence d'une opinion dominante interne.

De même, les systèmes algorithmiques appliquent des règles prédéfinies (stop-loss, rebalancing automatique) sans subir l'aversion à la perte, ce qui peut atténuer l'effet de disposition. Pour les investisseurs particuliers utilisant des robo-advisors, cette discipline automatisée limite les décisions émotionnelles. Enfin, l'IA permet de replacer l'actualité récente dans un contexte historique plus large, réduisant les réactions excessives aux "news choc".

Cependant, l'IA peut aussi **amplifier certains biais**. L'accès à des outils sophistiqués peut renforcer la surconfiance et encourager un trading plus fréquent, alimenté par une illusion de maîtrise technologique. Par ailleurs, les modèles entraînés sur des données historiques peuvent reproduire des comportements collectifs passés et accentuer les dynamiques de bulle si plusieurs acteurs utilisent des stratégies similaires. Enfin, si les données d'apprentissage contiennent des biais humains, l'IA risque de les reproduire, voire de les amplifier, tout en donnant une impression trompeuse d'objectivité.

L'intelligence artificielle ne supprime pas les biais cognitifs. Elle les déplace. Elle peut les atténuer ou les intensifier selon la qualité des modèles, des données et de la gouvernance qui les encadrent.

Le véritable enjeu devient alors méthodologique et organisationnel, à savoir qui maîtrise la conception, la supervision et la gouvernance des outils IA.

Dans un environnement où les décisions financières sont de plus en plus assistées par des algorithmes, la performance ne dépend plus uniquement de la sophistication technologique. Elle repose tout autant sur la qualité des données, la robustesse des modèles et, surtout, sur la discipline humaine qui encadre leur utilisation.

### *Impact pour les investisseurs*

#### **Pour les investisseurs particuliers :**

L'intelligence artificielle offre un accès facilité à des outils d'aide à la décision plus structurés et disciplinés, notamment via les robo-advisors, les modèles de rebalancing automatique ou les systèmes d'analyse

quantitative. Ces solutions peuvent contribuer à limiter les décisions impulsives et à instaurer une approche plus méthodique de l'investissement.

Cependant, cette sophistication technologique comporte un risque : celui d'une **illusion de compétence accrue**. L'utilisation d'outils avancés peut renforcer un sentiment de maîtrise qui ne correspond pas nécessairement à une compréhension réelle des risques sous-jacents. L'IA peut soutenir la décision, mais elle ne remplace ni l'analyse critique ni la prudence.

### **Pour les investisseurs professionnels**

L'IA constitue un levier puissant d'optimisation de l'allocation d'actifs et de gestion du risque. Elle permet d'analyser de larges volumes de données, de détecter des signaux faibles et d'améliorer la cohérence des stratégies d'investissement.

Toutefois, un risque systémique émerge : la **convergence des stratégies algorithmiques**. Lorsque de nombreux acteurs utilisent des modèles similaires, les comportements de marché peuvent devenir plus synchronisés, amplifiant les mouvements haussiers comme baissiers. L'automatisation peut ainsi renforcer certaines dynamiques collectives plutôt que les neutraliser.

## **Contexte global et tendances à surveiller**

De nouvelles lignes de force des marchés se dessinent et plusieurs dynamiques profondes redessinent l'environnement d'investissement.

D'abord, la **convergence entre crypto-actifs et finance traditionnelle** s'accélère. La tokenisation des fonds monétaires, l'essor des stablecoins bancaires et les travaux sur l'euro numérique traduisent une intégration progressive des actifs numériques dans le cadre prudentiel existant. La finance numérique ne fonctionne plus en parallèle du système financier : elle s'y imbrique. Cette normalisation réduit l'incertitude juridique, mais renforce les exigences réglementaires et les barrières à l'entrée.

En parallèle, la **diversification monétaire** prend une dimension géopolitique. La réduction de l'exposition au dollar dans les réserves de la BCE, même limitée, s'inscrit dans une tendance plus large de rééquilibrage stratégique. Les banques centrales ajustent prudemment leurs allocations dans un contexte de tensions

internationales et d'incertitude macroéconomique, avec des implications potentielles pour les marchés de change et obligataires.

Sur le plan industriel, la montée en puissance des budgets de défense illustre une volonté européenne de renforcer son autonomie stratégique. Cette dynamique soutient certains secteurs clés (aéronautique, électronique, cybersécurité), mais pose aussi la question de la soutenabilité budgétaire. L'arbitrage entre souveraineté et discipline des finances publiques devient un enjeu central.

L'**intelligence artificielle**, enfin, se situe à la croisée de ces transformations. D'un côté, son industrialisation massive, via des alliances comme NVIDIA-Meta, confirme que la bataille se joue sur les infrastructures de calcul et les chaînes d'approvisionnement technologiques. De l'autre, les débats éthiques et réglementaires – illustrés par le cas Anthropic – montrent que la gouvernance des usages devient un facteur stratégique. L'IA est désormais autant une question de puissance industrielle que de cadre normatif.

À cela s'ajoute la **mobilité accrue des capitaux**. La concurrence entre juridictions, alimentée par des dynamiques fiscales et réglementaires différenciées, influence les flux d'investissement et la localisation des patrimoines. L'attractivité institutionnelle devient un levier de compétitivité économique.

En conclusion, nous entrons dans une phase où la finance numérique s'institutionnalise, la régulation devient stratégique et l'IA infrastructurelle. La souveraineté s'exprime également sur les plans monétaire, industriel et budgétaire, et la mobilité du capital agit comme mécanisme d'ajustement global. Pour les investisseurs, l'analyse macroéconomique ne suffit plus. Elle doit désormais intégrer les dimensions réglementaires, géopolitiques et technologiques. La performance future dépendra moins de la seule innovation que de la capacité à évoluer dans un environnement juridiquement stable, énergétiquement soutenable et stratégiquement cohérent.

\*\*\*

*N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.*

## Newsletter Seqlense Investment Brief

2 March 2026



This week confirms a strategic shift: digital finance is no longer peripheral; it is becoming structural.

Between Europe's crackdown on crypto derivatives, the US's openness to the tokenisation of money market funds, the gradual alignment of stablecoins with banking standards, and the clarifications of EMIR 3, the message is clear: digital assets are entering the heart of the regulated financial system.

At the same time, the ECB is adjusting the composition of its reserves, continuing on the path towards a digital euro, and maintaining institutional continuity. This is significant: currency, supervision, and infrastructure are now being considered together.

On the industry side, defence is gaining momentum, AI is accelerating, data centres are becoming strategic assets, and technological competition is playing out as much on ethics as on computing power. The NVIDIA-Meta partnership and the Anthropic-Pentagon standoff illustrate a new reality: AI has become as much a geopolitical and regulatory issue as an economic one.

Finally, the mobility of large fortunes reminds us that capital is agile. Sovereignty is no longer just an industrial issue: it is becoming fiscal, regulatory and financial.

For investors, the interpretative framework is changing. Performance no longer depends solely on economic cycles. It depends on the ability of jurisdictions and stakeholders to structure a stable, credible and strategically coherent regulatory environment.

## The weak signal to remember from the week

This week's weak signal stems from a discreet but profound convergence: **the accelerated normalisation of digital assets within the traditional financial architecture.**

It is not the MiCA regulation itself that constitutes the signal. It is the peripheral signals:

- ESMA applying traditional rules to crypto derivatives,
- the SEC opening intraday trading to a tokenised money market fund,
- the Bundesbank supporting euro-compatible stablecoins,
- the ACPR clarifying the relationship between PSANs and payment institutions.

In other words, digital finance is ceasing to be an 'alternative segment' and becoming an integrated layer of the financial system. This movement reduces legal uncertainty but increases regulatory density. The potential consequence is therefore **increased concentration around players capable of absorbing prudential and governance requirements.**

The weak signal is therefore not technological. It is structural: **compliance is becoming an industrial filter.**

## The week's highlights:

### *Focus on crypto-assets*

#### **Strengthening the regulation of crypto derivatives in Europe**

The **European Securities and Markets Authority (ESMA)** has warned market players against marketing crypto-asset derivatives (particularly 'perpetuals' similar to CFDs) without subjecting them to strict investor protection rules, such as leverage limits, risk warnings and negative balance protections.

This action shows that the European authority is not content with MiCA but is also seeking to harmonise the application of traditional financial rules to new crypto instruments.

### *Impact for investors*

In terms of the expected impact, platforms and issuers operating in Europe will have to review their product catalogues or face sanctions, which is an essential point for investors exposed to these instruments.

### ✦ Stablecoin trials in the UK

The **Financial Conduct Authority (FCA)** has selected several companies, including **Revolut**, to trial stablecoin products in a regulatory sandbox, despite licences still being incomplete.

#### *Impact for investors*

This move could pave the way for the gradual adoption of regulated stablecoins as payment or settlement instruments in the UK, a strategic market outside the EU.

### ✦ Crypto.com receives conditional approval in the United States

Crypto.com has received conditional approval to establish a '**national trust bank**' through the Office of the Comptroller of the Currency (OCC), which would allow it to operate as a regulated digital asset custodian under US federal supervision.

#### *Impact for investors*

The type of structure illustrated by Crypto.com may attract more institutional players to regulated crypto services in the United States, facilitating integration between traditional finance and crypto.

### ✦ Bundesbank support for stablecoins and the digital euro

The **German Central Bank** has publicly supported MiCA-compliant euro-denominated stablecoins and the development of a **digital euro** to counter the dominance of dollar-denominated stablecoins, marking a shift towards a proactive European strategy.

#### *Impact for investors*

This institutional position reinforces the legitimacy of regulated euro-compatible stablecoins and highlights the importance of European monetary infrastructures.

### ✦ United States - Concrete regulatory opening for tokenised assets

The US Securities and Exchange Commission (SEC) has granted WisdomTree a special exemption allowing intraday trading of tokenised shares of a money market fund (Treasury Money Market Digital Fund), a significant first for tokenised securities, which aims to increase liquidity and access for investors while maintaining regulatory protections.

This illustrates the growing willingness of US regulators to integrate digital assets into traditional financial structures under supervision, which may be a strong signal for institutional adoption and investment strategies.

### *Impact for investors*

The tokenisation of money market funds paves the way for **increased liquidity and easier integration into cash management and collateral** strategies for professional investors, while sending a **strong signal of institutional legitimisation of RWA (Real World Assets)**.

For retail investors, it can mean **greater access to previously more institutional** products, within a more protective regulatory framework than certain unregistered crypto products.

However, tokenisation does not eliminate **interest rate and liquidity risks**, particularly in times of market stress.

In short, tokenisation is gradually becoming part of the traditional financial framework, reducing legal uncertainty but requiring a stronger regulatory framework.

### **France - ACPR: ‘payment institution’ expectations for PSANs, with a precise timetable linked to EBA/MiCA positions**

The ACPR specifies its expectations for the authorisation of providers offering certain services as payment institutions, mentioning a postponement of the date for PSANs in France with regard to the MiCA transitional regime.

### *Impact for investors*

For professionals, the key point lies in ‘crypto + payments’ models (EMT/stablecoins, payment-like services), which involve a risk of re-papering, with the need to obtain a new licence, product adjustments and sequencing of authorisations.

For retail investors, it is important to monitor the possible impact on the availability of features (cards, transfers, on/off-ramps) depending on the regulatory structure of the provider.

## *Focus on Traditional Finance and Industry*

### ✦ **Sovereignty: Great migration of wealth and strategic challenge for France**

This week, the editorial in *Le revenu* published on 26 February caught my attention: *'The great migration of wealth: a challenge for France'*. It highlights that the **mobility of large fortunes is accelerating on a global scale**, benefiting destinations such as Australia and the United Arab Emirates in particular. This dynamic highlights a **major challenge for France's economic attractiveness and sovereignty**: retaining and anchoring capital on national territory in the face of increased international competition for the largest fortunes.

This 'great migration of wealth' is part of a broader context in which tax and wealth mobility is becoming a strategic factor for countries wishing to attract or retain the capital of the wealthiest individuals.

### *Impact for investors*

Among individual investors, the increased mobility of large fortunes highlights the importance of **international wealth planning**. Tax developments, regulatory stability and the quality of the legal environment are becoming determining factors in investment and residence choices.

Greater anticipation of tax and regulatory changes and geographical diversification of assets to limit concentration risks now seem to be factors that need to be taken into account and analysed, while bearing in mind the potential risk of legal complexity and costs associated with international mobility.

Competition between jurisdictions can create opportunities, but it requires a structured and supervised strategy.

For professional investors, capital migration directly influences **international investment flows**, fund domiciliation and the attractiveness of financial centres.

Opportunities in jurisdictions with high fiscal and regulatory attractiveness should be monitored, as should strategic trade-offs between institutional stability and tax optimisation. However, the risk of capital flow volatility in the event of a change in public policy should be monitored

For asset managers and financial players, the challenge is twofold: anticipating capital movements and adapting legal structures to new competitive dynamics.

### ✦ Christine Lagarde reaffirms her mandate and the digital euro

The President of the **European Central Bank (ECB)**, **Christine Lagarde**, has confirmed her intention to complete her term of office until **October 2027**, emphasising the completion of the **digital euro** project as a key element of financial and monetary stability.

#### *Impact for investors*

Continuity at the ECB may reduce political uncertainty around monetary decisions and support the legislative and operational roadmap for the European CBDC (*Central Bank Digital Currency*).

### ✦ Progress in the regulatory framework for CBDCs and digital payments

New European rules are being adopted or updated in the areas of **digital payments, AI, credit and cybersecurity**, redefining the fintech landscape and competition.

#### *Impact for investors*

These developments could have profound implications for payment systems, interbank liquidity and competition with global private payment networks.

### ✦ Evolution of fintech regulations in 2026

New European rules are being adopted or updated in the areas of **digital payments, AI, credit and cybersecurity**, redefining the fintech landscape and competition.

#### *Impact for investors*

Digital financial companies will need to integrate a **multitude of regulatory requirements** to remain compliant and competitive.

### ✦ ECB: reduction of dollar exposure in its foreign exchange reserves

The **European Central Bank (ECB)** reduced its **US dollar position** in early 2025, leading to a decline in the greenback's share of Frankfurt's foreign exchange reserves from **83% to around 78% of the total expressed in euros**.

A portion of the dollar-denominated assets was sold, and the proceeds from the sale were reinvested entirely in Japanese yen. The ECB presents this transaction as a rebalancing of its portfolio, in line with its foreign exchange reserve management objectives. This change occurred in a context of dollar depreciation and perceived uncertainty in US economic policy. **‘standard’ portfolio rebalancing**, in line with its foreign exchange reserve management objectives. This development occurred against a backdrop of **dollar depreciation** and perceived uncertainty in US economic policy, which prompted some reserve holders to slightly reduce their exposure to the greenback.

#### *Expected impact for investors*

##### ✓ **Signal of currency diversification**

Although the dollar remains the world's main reserve currency, the ECB illustrates a broader trend towards **diversification of international reserves**, particularly towards assets denominated in other major currencies (such as the yen). This is part of a global movement towards the **gradual de-dollarisation of foreign exchange reserves**.

##### ✓ **Geopolitical and financial implications**

A lower weighting of the dollar in reserves may moderate the impact of US currency fluctuations on European central banks' balance sheets, while highlighting the **impact of non-European monetary and economic policies** on reserve management strategies.

##### ✓ **Link to monetary policy**

This move comes at a time when the ECB is seeking to optimise the **liquidity, security and returns** of its reserves while maintaining its price stability and liquidity mandates, which is something to watch for in terms of developments in the interest rate and foreign exchange markets.

The reduction in exposure to the dollar demonstrates the ECB's active reserve management strategy, which incorporates considerations of valuation, currency diversification and risk management. For investors, this reinforces the importance of analysing the effects of international monetary policies not only on interest rates and inflation, but also on currency positions and their impact on capital markets.

### ✦ Europe - ESMA: EMIR 3, clarification of clearing thresholds

ESMA has published a **Final Report** detailing the new clearing threshold regime under EMIR 3. The **draft regulatory technical standards** (RTS) setting out the new and revised clearing thresholds (CT) under EMIR 3. The proposed thresholds ensure the continuity of systemic risk coverage in OTC derivatives markets while avoiding unnecessary complexity and additional compliance burdens for market participants.

#### *Impact for investors*

For professional investors, these new elements may influence costs, collateral management, and counterparty clearing strategy (and therefore potentially the pricing/efficiency of certain derivatives).

For retail investors, the impact is indirect via the stability/robustness of the derivatives system (systemic risk, post-trade resilience), rather than via an immediate product effect.

### ✦ Rising military budget: France faces the challenge of rearmament

According to Franceinfo in Le décryptage éco, France is experiencing a sharp increase in its defence budget, which has doubled in ten years, and its manufacturers are accelerating the production of weapons, drones and military equipment to meet growing national and international demand. This dynamic is part of the 2024-2030 Military Programming Law, which sets out a strategic investment trajectory worth several billion euros to modernise the armed forces and strengthen the country's strategic autonomy in the face of an uncertain geopolitical context, particularly since the war in Ukraine.

#### *Impact for investors*

##### ✓ Defence industry markets:

**Companies in the sector** (aeronautics, defence systems, drones, military electronics) could benefit from a **sustained increase in public orders** and a **lasting stimulus effect** over several years.

##### ✓ Exports and competitiveness:

With the acceleration in orders, major French arms manufacturers are strengthening their position in the international market, which may support valuations and cash flows for shareholder investors.

##### ✓ Macroeconomic effects:

Increased military spending can have a **structural impact on the economy**, particularly through R&D efforts and local supply chains, with positive spillover effects for technology and industrial sub-sectors.

##### ✓ Fiscal and financial risks:

Increased public spending on defence may be accompanied by **greater pressure on public finances**, with potential implications for interest rates, government bonds and the allocation of fiscal resources.

In summary, structural rearmament strengthens defence-related industrial segments and creates long-term growth opportunities, but it also comes with macro-financial risks that investors need to consider.

### *Focus on Artificial Intelligence*

#### ✦ **NVIDIA x Meta: strategic alliance for large-scale AI**

NVIDIA and Meta Platforms have just announced a multi-year, multi-generation partnership to build and optimise Meta's artificial intelligence data centres. The project combines high-end GPUs (Blackwell, Rubin), advanced CPUs (Grace, Vera) and networking solutions to meet massive AI training and inference workloads on a global scale.

#### **Key points of the partnership:**

- **A comprehensive AI infrastructure:** Meta will deploy millions of NVIDIA chips in its AI-dedicated centres, covering GPUs, CPUs and Spectrum-X networking technologies to improve energy efficiency and performance.
- **Technology co-design:** The agreement includes deep integration between NVIDIA's hardware architecture and Meta's hyperscale systems, with the goal of accelerating next-generation AI models.
- **Privacy and security:** The integration of technologies such as Confidential Computing would enable the processing of sensitive data in AI while protecting user privacy, particularly on applications such as WhatsApp.

#### *Impact for investors*

- ✓ **Acceleration of demand for AI chips:** This partnership confirms that the **structural shortage of high-end semiconductors** for AI will not be resolved quickly, favouring NVIDIA's dominant position in this segment.
- ✓ **Data centre transition:** The shift towards architectures combining CPUs and GPUs shows that AI computing needs exceed traditional processing chains, opening up opportunities for specialised suppliers and adjacent technologies (networking, security, storage).

✓ **Immediate market effects:** The announcement had a positive impact on the markets: NVIDIA's shares rose significantly after the announcement, reflecting investors' enthusiasm for long-term commitments to AI.

*Strategic perspective:*

This partnership illustrates that the battle for AI is now being fought over the optimisation of physical infrastructure, industrial collaboration and the ability to design integrated systems capable of supporting ambitious machine learning and generative AI workloads.

✦ **Anthropic vs. the Pentagon: AI ethics and institutional clash**

The American company **Anthropic**, known for its 'Claude' model and its commitment to **AI safety and ethics**, recently entered into an open confrontation with the **Pentagon**.

The latter demanded that the company abandon certain **security safeguards**, including a ban on using Claude for **mass surveillance** or **autonomous weapons without human intervention** — under threat of losing a significant military contract (approximately £140 million) and being declared a "**risk to the supply chain**" by the US Department of Defence.

Anthropic CEO Dario Amodei has firmly **refused to give in to these demands**, arguing that certain uses of AI go beyond the safe limits of the technology and could undermine democratic values, while saying he is willing to continue the dialogue as long as the ethical restrictions remain in place.

This standoff illustrates the **growing tension between governments and AI developers over the terms of military** use of advanced technologies, an issue that goes beyond the company and raises a strategic debate about the direction of AI on a global scale.

*Impact for investors:*

✓ **Ethical debates and AI regulation** are becoming political and legal risk variables that could affect public contracts and industrial adoption dynamics.

✓ **Compliance vs. market:** Anthropic's resistance shows that certain ethical rules may be valued by a significant portion of the markets and technical talent, which may influence investors' perceptions of the sustainability of certain AI models.

✓ **Impact on competition:** the outcome of this confrontation could redistribute market share among players involved in military, civilian and institutional uses of AI.

This case highlights that, beyond technological innovation, the **alignment of AI solutions with national ethical and security frameworks** is becoming a key factor in the regulatory landscape and investment decisions.

### ✦ Investment - AI & cognitive biases: amplification or antidote?

Artificial intelligence can act as a **tool for reducing behavioural biases** in investment. By integrating vast volumes of data, including contradictory data, it helps to limit confirmation bias and objectify decisions through quantitative models. For professional investors, this can strengthen the robustness of allocations by reducing the influence of a dominant internal opinion.

Similarly, algorithmic systems apply predefined rules (stop-loss, automatic rebalancing) without suffering from loss aversion, which can mitigate the disposition effect. For retail investors using robo-advisors, this automated discipline limits emotional decisions. Finally, AI makes it possible to place recent news in a broader historical context, reducing excessive reactions to 'shocking news'.

However, AI can also **amplify certain biases**. Access to sophisticated tools can reinforce overconfidence and encourage more frequent trading, fuelled by an illusion of technological mastery. Furthermore, models trained on historical data can reproduce past collective behaviours and accentuate bubble dynamics if several players use similar strategies. Finally, if the training data contains human biases, AI risks reproducing or even amplifying them, while giving a misleading impression of objectivity.

Artificial intelligence does not eliminate cognitive biases. It shifts them. It can mitigate or intensify them depending on the quality of the models, data and governance that frame them.

The real challenge then becomes methodological and organisational, namely who controls the design, supervision and governance of AI tools.

In an environment where financial decisions are increasingly assisted by algorithms, performance no longer depends solely on technological sophistication. It relies just as much on the quality of the data, the robustness of the models and, above all, on the human discipline that governs their use.

### *Impact for investors*

#### **For retail investors:**

Artificial intelligence provides easier access to more structured and disciplined decision-making tools, particularly through robo-advisors, automatic rebalancing models and quantitative analysis systems. These solutions can help to limit impulsive decisions and establish a more methodical approach to investing.

However, this technological sophistication carries a risk: that of an **illusion of increased competence**. The use of advanced tools can reinforce a sense of control that does not necessarily correspond to a real understanding of the underlying risks. AI can support decision-making, but it is no substitute for critical analysis or caution.

#### **For professional investors**

AI is a powerful lever for optimising asset allocation and risk management. It enables the analysis of large volumes of data, the detection of weak signals and the improvement of the consistency of investment strategies. However, a systemic risk is emerging: the **convergence of algorithmic strategies**. When many players use similar models, market behaviour can become more synchronised, amplifying both upward and downward movements. Automation can thus reinforce certain collective dynamics rather than neutralise them.

## **Global context and trends to watch**

New market forces are emerging and several profound dynamics are reshaping the investment environment.

First, the **convergence between crypto-assets and traditional finance** is accelerating. The tokenisation of money market funds, the rise of bank stablecoins and work on the digital euro reflect the gradual integration of digital assets into the existing prudential framework. Digital finance no longer operates in parallel with the financial system: it is becoming intertwined with it. This normalisation reduces legal uncertainty, but increases regulatory requirements and barriers to entry.

At the same time, **monetary diversification** is taking on a geopolitical dimension. The reduction in the ECB's exposure to the dollar in its reserves, albeit limited, is part of a broader trend towards strategic rebalancing. Central banks are cautiously adjusting their allocations amid international tensions and macroeconomic uncertainty, with potential implications for foreign exchange and bond markets.

On the industrial front, the rise in defence budgets illustrates Europe's desire to strengthen its strategic autonomy. This dynamic supports certain key sectors (aeronautics, electronics, cybersecurity), but also raises the question of fiscal sustainability. The trade-off between sovereignty and fiscal discipline is becoming a central issue.

Finally, **artificial intelligence** is at the crossroads of these transformations.

On the one hand, its massive industrialisation, through alliances such as NVIDIA-Meta, confirms that the battle is being fought over computing infrastructure and technology supply chains. On the other hand, ethical and regulatory debates – illustrated by the Anthropic case – show that governance of uses is becoming a strategic factor. AI is now as much a question of industrial power as it is of regulatory frameworks.

Added to this is the **increased mobility of capital**. Competition between jurisdictions, fuelled by differing tax and regulatory dynamics, influences investment flows and the location of assets. Institutional attractiveness is becoming a lever for economic competitiveness.

In conclusion, we are entering a phase where digital finance is becoming institutionalised, regulation is becoming strategic and AI is becoming infrastructural. Sovereignty is also expressed in monetary, industrial and budgetary terms, and capital mobility acts as a global adjustment mechanism. For investors, macroeconomic analysis is no longer sufficient. It must now incorporate regulatory, geopolitical and technological dimensions. Future performance will depend less on innovation alone than on the ability to evolve in a legally stable, energetically sustainable and strategically coherent environment.

\*\*\*

*Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.*